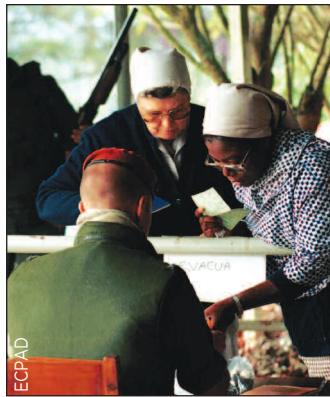


1994 Rwanda : opération *Amaryllis* à Kigali

Le 06 avril 1994, vers 21h00, l'avion du président rwandais Habyarimana qui était accompagné par le président burundais Ntaryamira est abattu à proximité de l'aéroport de Kigali. Très rapidement, la situation se dégrade dans la capitale rwandaise. Dix parachutistes belges sous casque bleu qui s'opposent à l'enlèvement du Premier ministre hutu modéré, Mme. Uwilingiyimana qui sera assassinée, sont massacrés par la foule et des éléments de la garde présidentielle sans que les forces de l'ONU du général Dallaire n'interviennent. Elles ont en effet reçu l'ordre de s'enfermer dans leurs cantonnements. Deux gendarmes français coopérants, les adjutants-chefs Didot et Maïer, ainsi que l'épouse du premier sont également assassinés.

À Bouar en République centrafricaine, l'état-major tactique (EMT) du 3^e RPIMA et la 1^{ère} compagnie en fin de mission sont en train de faire leurs bagages pour rentrer sur la France. À Bangui se trouve stationnée la compagnie d'éclairage et d'appui (CEA). Le détachement est mis en alerte et un EMT réduit rejoint Bangui.



Préparatifs de départ de l'école Saint-Exupéry et de la sécurité du convoi

Le 8 avril à 21h00, l'EMT avec deux véhicules légers P4 transmissions, une équipe du 13^e RDP, une équipe de commandos parachutistes et la CEA décollent de Bangui à bord de quatre C160. Silence radio de rigueur. La distance à parcourir, l'altitude de Kigali et la température ne permettent pas une pleine charge des aéronefs. Mission : « *Tenir et contrôler l'aéroport de Kigali pour le 9 avril matin. Être en mesure d'accueillir des renforts nationaux ou alliés et de participer à une opération d'évacuation de ressortissants de différentes nationalités* ».

Le 9 avril à 01h00, à 5 minutes du terrain, une brève prise de contact radio avec une petite équipe de coopérants militaires confirme que la piste est libre. Ils ont réussi à convaincre les

militaires rwandais de retirer les obstacles qui l'obstruaient. Les 4 C160 effectuent un poser d'assaut. Le débarquement s'effectue en deux minutes. Trois avions redécollent immédiatement. Un *Transall* reste sur place pour une éventuelle évacuation de ressortissants blessés.

Les sections prennent le contrôle de l'aérogare et se mettent aussitôt à la recherche de véhicules pour assurer leur motorisation. Des moyens de l'ONU abandonnés, des camions civils sont récupérés dans les environs. Certains sont badigeonnés de latérite pour faciliter leur identification et effacer le marquage d'origine. Les liaisons radio avec Paris, Bangui et l'ambassade de France qui se trouve à une dizaine de kilomètres sont établies. Un *Transall* en provenance de Bangui amène une section de renfort et une antenne chirurgicale légère qui se déploie dans le hall de l'aérogare. De nombreux tirs se font entendre en direction de la ville qui s'étend à l'ouest et au nord de l'aéroport.

À l'aube, après contact avec l'ambassadeur de France et un rapide point de situation, décision

est prise de faire de l'école française, qui se trouve à proximité de la chancellerie, le point de regroupement principal des ressortissants. Deux heures plus tard, une section sécurise l'ambassade et l'école française afin d'accueillir les premiers ressortissants qui souhaitent volontairement partir, la consigne d'évacuation n'étant pas encore donnée par l'ambassadeur. Ils sont acheminés sur l'aéroport et évacués en début de soirée avec une douzaine de ressortissants rwandais désignés par le représentant de l'ambassade.

Dans la première moitié de la nuit se posent de nouveaux renforts : un détachement des forces spéciales et la 3^e compagnie du 8^e RPIMa en provenance de Libreville. Ils vont permettre de renforcer, dès le 10 avril au matin, le dispositif autour de l'ambassade en occupant le centre culturel français et, surtout, de conduire les opérations d'extraction et d'escorte de ressortissants entre l'école et l'aéroport. Avec l'arrivée, à la mi-journée, de la 1^{ère} compagnie en provenance de Bangui, ce sont cinq cents parachutistes motorisés avec les moyens du bord qui sont engagés dans Kigali pour secourir les ressortissants français et étrangers. Ils sont rejoints en fin d'après-midi par des parachutistes belges dont le posé des avions sera particulièrement « houleux » compte tenu de l'hostilité affichée des soldats rwandais. Tour à tour, palabres et menaces permettront finalement d'éviter l'affrontement. Ce sera, enfin, le lendemain l'arrivée d'une centaine de soldats italiens.

Pendant toute **la journée du 10 avril**, guidés par les coopérants militaires, les détachements procèdent à la recherche et à la récupération de ressortissants en négociant, menaçant, ripostant quand c'est nécessaire pour les ramener sains et saufs à l'école française. Ils y retrouvent d'autres ressortissants qui habitent

des quartiers moins exposés et ont pu rejoindre directement. Les convois entre l'école et l'aéroport essuient eux aussi des tirs, mais aucun blessé n'est à déplorer.

À la fin de ce dimanche 10 avril, ce sont plus de 600 ressortissants français et étrangers, africains en particulier, qui ont pu être évacués vers Bangui ou Bujumbura par les seules forces françaises. Le passage furtif et fuytif du général Dallaire au PC de l'opération sera le seul contact avec l'état-major de la mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR). Il se plaint de la « réquisition » de ses véhicules et précise qu'il restera passif et à l'écart de l'opération en cours. Les casques bleus resteront effectivement enfermés dans leurs cantonnements alors que les violences se multiplient dans toute la ville.

Au cours de **la journée du 11 avril**, le détachement apporte son aide aux parachutistes belges et leur permet de procéder à l'évacuation des ressortissants belges qui avaient reçu l'ordre de leur ambassade d'attendre l'arrivée de leurs propres soldats. Les rotations vers Bangui et Bujumbura se poursuivent alors que, sur les collines avoisinantes, le Front patriotique rwandais de Kagamé et l'armée rwandaise s'affrontent et que les massacres commis par des milices armées prennent de l'ampleur. Dans l'après-midi, l'ambassadeur laisse entendre que la fermeture de l'ambassade serait envisagée par Paris. Il demande également à ce que les Rwandais réfugiés dans l'enceinte de la chancellerie soient également évacués.

Effectivement, **le 12 avril** à l'aube, à sa demande, l'ambassadeur, la totalité des agents et les matériels sensibles se présentent sous escorte à l'aéroport et décollent avec la première rotation pour Bangui. Cette décision précipitée



*Arrivée des ressortissants étrangers
sous la protection
du 3^e RPIMa à l'aéroport de Kigali*

ECPAD

et non planifiée surprend sur place, mais aussi à Paris où manifestement certaines hautes autorités et certains ministères ont été laissés jusqu'au bout dans l'ignorance de ce départ. Dans la journée, les deux centaines de Rwandais réfugiés à l'ambassade sont transportés vers l'aéroport dans des conditions assez rocambolesques en les dissimulant aux militaires rwandais présents sur le tarmac. Ils sont évacués vers Bujumbura qui, à partir de cette rotation, va refuser tout autre accueil. On perçoit du terrain qu'à Paris règne une certaine hésitation quant aux décisions à prendre sur la suite de l'opération. Sans doute les effets de la cohabitation... En fin d'après midi, ordre est donné de planifier le début du retrait pour le lendemain. L'école française est transférée aux Belges pour y regrouper leurs ressortissants.

La journée du 13 avril est consacrée au resserrement du dispositif et au désengagement des unités. Les derniers éléments du 3^e RPIMa décollent pour Bangui en fin d'après-midi. Au total, 450 Français et plus de 800 étrangers d'une trentaine de pays ont été évacués par voie aérienne militaire.

La réussite de l'opération a reposé sur le sang-froid, le calme et la discipline de feu des unités engagées sur le terrain. L'action personnelle et l'esprit d'initiative des petits gradés confrontés à des situations inattendues ont été déterminants. Le temps est compté pour décider s'il faut palabrer, sourire, menacer, reculer ou ouvrir le feu. Au souvenir des regards des personnes qu'ils ont secourues et sauvées, des nombreuses lettres de remerciements sincères reçues plus tard, les parachutistes ont pris avec philosophie les accusations injurieuses, les calomnies et parfois les dessins de très mauvais goût. C'est si facile de fouler aux pieds l'honneur des soldats, vieille habitude dans notre pays. Malheureusement, le maréchal de Saxe disait déjà que l'on se souvient seulement de l'armée « *comme de ce vieux manteau quand vient la pluie* ». Et il semblerait que, depuis quelques temps, changement climatique oblige, la pluie s'intensifie.

*Henri PONCET
Officier général (2S)
Commandant de l'opération Amaryllis*